

APPLICATION/REQUÊTE N° 8966/80

Francesco GODDI v/ITALY

Francesco GODDI c/ITALIE

DECISION of 5 March 1982 on the admissibility of the application

DÉCISION du 5 mars 1982 sur la recevabilité de la requête

Article 6, paragraph 3(c) of the Convention : *Applicant detained, convicted on appeal in another town in his absence and in the absence of the lawyer of his choice, but in the presence of a lawyer officially assigned to him on the day of the hearing. Has he been able to exercise the right to defend himself? (Complaint declared admissible).*

Article 6, paragraphe 3 litt. c), de la Convention : *Requérant détenu, condamné en appel dans une autre ville en son absence et en l'absence de l'avocat qu'il avait choisi, mais en présence d'un avocat commis d'office le jour de l'audience. A-t-il pu exercer le droit de se défendre? (Requête déclarée recevable).*

EN FAIT

(English : see p. 162)

Les faits, tels qu'ils ont été exposés par le requérant, peuvent se résumer comme suit :

Francesco Goddi, de nationalité italienne, est né le 5 août 1951 à Orune (Italie). Pour la procédure devant la Commission il est représenté par Maître Marcantonio Bezicheri, avocat au barreau de Bologne.

Le requérant a été inculpé des infractions suivantes :

— menace armée (art. 612 du Code pénal italien), détention et port abusif d'armes et de munitions (art. 697 du CP), pour avoir, le 2 mai 1975, menacé S.M. d'une arme à feu à la suite d'une dispute concernant la gestion d'un cheptel ;

— en concours avec M.F., détention et port abusif d'armes de guerre, dommages aux biens (art. 635 du CP), explosion dangereuse dans un lieu habité (art. 703 du CP), pour avoir le 17 mai 1975 fait exploser deux grenades provenant de l'armée, devant l'habitation de S.M.

Le 16 juin 1975, le tribunal de Forlì, statuant en première instance, condamna le requérant à un an et six mois de réclusion et à 300.000 livres d'amende quant aux inculpations relatives aux faits du 2 mai 1975 et l'acquitta pour insuffisance de preuves en ce qui concerne celles ayant trait aux faits du 17 mai 1975.

Cette décision fit l'objet d'un appel du procureur de la République, du procureur général et des accusés.

— le procureur général fit valoir que la décision du tribunal, dans la mesure où elle faisait application en l'espèce du principe de la continuité des délits pour les faits retenus contre l'accusé, était erronée puisque les infractions relatives à ces faits étaient de nature différente : les deux premières sont des délits alors que la troisième est une contravention.

— Le procureur de la République s'éleva contre la décision d'acquiescement pour insuffisance de preuve concernant les événements du 17 mai.

— Le requérant demanda que lui soit reconnu le bénéfice des circonstances atténuantes.

La première audience devant la cour d'appel de Bologne fut fixée au 30 novembre 1976. L'avocat qui avait jusqu'à ce moment-là assuré la défense du requérant et rédigé les motifs d'appel, Maître Monteleone, ne se présenta pas à l'audience. La cour d'appel nomma donc au requérant un avocat d'office, Maître G. Maio. L'examen de l'affaire fut ensuite reporté au 9 juillet 1977.

Lors de cette seconde audience le requérant désigna comme défenseur de confiance Maître Bezicheri. Toutefois, l'affaire ne put être traitée au cours de cette audience car la citation à comparaître n'avait pas été notifiée au co-inculpé du requérant, F.M.

Une nouvelle audience fut fixée au 3 décembre suivant. Le procès se déroula toutefois, à cette date, en l'absence du requérant et de son avocat de confiance, Maître Bezicheri.

Le requérant avait en effet été arrêté le 29 octobre 1977 et placé en détention à Orvieto pour d'autres motifs, ce que la cour ignorait. Il ressort toutefois des pièces versées au dossier que le procureur général près la cour d'appel de Bologne avait demandé dès le 23 septembre 1977 au procureur de la République d'Orvieto de notifier à l'accusé la date de l'audience et de prendre le cas échéant, les dispositions nécessaires pour le transfert de l'accusé à Bologne. Le requérant affirme d'autre part avoir lui-même informé les

autorités pénitentiaires compétentes de l'existence du procès et de la date de l'audience, mais aucune disposition n'aurait été prise pour lui permettre de comparaître à l'audience. Celle-ci eut lieu en l'absence de l'accusé, qui fut déclaré contumace aux termes de l'article 498 du code de procédure pénale.

Pour sa part, l'avocat nommé par le requérant lors de la seconde audience du procès, Maître Bezicheri, ne reçut pas notification de la citation à comparaître et ne comparut pas non plus. La citation avait en effet été envoyée à l'ancien avocat choisi comme défenseur par le requérant, Maître Monteleone.

Lors de l'audience la cour nomma séance tenante au requérant un défenseur d'office. Dans ses conclusions, celui-ci se reporta purement et simplement aux motifs d'appel.

La cour d'appel de Bologne condamna le requérant à 4 ans de réclusion et 500 000 livres d'amende pour l'ensemble des délits, à 3 mois d'arrêt et à 30 000 livres d'amende pour les contraventions. Elle estima par ailleurs que les circonstances atténuantes étaient compensées par les circonstances aggravantes.

Le requérant forma un pourvoi en cassation contre cette décision. Il fit valoir que la décision devait être cassée pour trois motifs :

- omission de la communication de la date de l'audience à l'avocat de la défense, ce qui aux termes des articles 410 et 134 combinés du Code de procédure pénale italien, devait entraîner la nullité du procès ;

- illégalité de la décision de la cour d'appel déclarant le requérant contumace, puisque ce dernier était détenu et n'avait pu se présenter à ses juges ;

- défaut de motifs.

La Cour de cassation rejeta le pourvoi par arrêt du 8 novembre 1979, qui fut déposé au greffe de la Cour le 20 février 1980.

La Cour de cassation jugea que la notification de la fixation de l'audience au premier avocat nommé par le requérant devait être considérée comme suffisante sous l'angle de l'article 410 du Code de procédure pénale. En effet, selon elle, le fait pour un accusé de désigner un autre avocat de confiance n'implique pas en soi la révocation du mandat donné au premier. En l'absence de toute déclaration expresse du requérant à cet égard, la cour d'appel avait pu valablement considérer que la notification effectuée au premier défenseur satisfaisait aux exigences de l'article 410 du Code de procédure pénale.

Sur la question de l'illégalité de la déclaration de contumace du requérant, la Cour de cassation releva que l'empêchement invoqué par le requérant, qui aurait entaché d'illégalité la décision de la cour d'appel de le déclarer contumace, était inconnu des magistrats. On ne pouvait donc faire grief aux juges d'avoir conclu à la contumace du requérant.

Le troisième motif fut rejeté comme manifestement mal fondé.

GRIEFS

Le requérant se plaint que sa cause n'ait pas été entendue équitablement, parce qu'il n'aurait pu être assisté d'un défenseur de son choix et aurait été à tort déclaré contumace.

Il allègue la violation de l'article 6, paragraphes 1 et 6, paragraphe 3 (c) de la Convention.

.....

EN DROIT

Le requérant se plaint de s'être vu dénier le droit de se défendre d'une accusation pénale devant la cour d'appel de Bologne, puisque ni lui-même ni son avocat de confiance n'ont été présents à l'audience du 3 décembre 1977, lors de laquelle il fut condamné par contumace à des peines de prison et d'amende. Il explique que lui-même se trouvait en prison à Orvieto et que la citation à comparaître n'a pas été notifiée à son avocat de confiance.

Le Gouvernement répond que la citation à comparaître avait été régulièrement notifiée à un avocat de confiance précédemment désigné par le requérant et dont le mandat demeurerait valable. Il souligne en outre qu'un avocat d'office fut nommé à l'audience même pour défendre la cause du requérant.

La Commission a examiné la présente requête sous l'angle de l'article 6, paragraphe 3(c) de la Convention, qui stipule :

« Tout accusé a droit notamment à

.....

c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;

..... »

La Commission estime que cette requête pose de délicates questions de fait et de droit. Il convient notamment de déterminer si le requérant, détenu à Orvieto, aurait pu effectivement obtenir de pouvoir comparaître à Bologne et, d'autre part, si sa défense a été correctement assurée à l'audience du 3 décembre 1977 par l'avocat commis d'office le jour même. Enfin, il y aura lieu de déterminer si, dans leur ensemble, les dispositions prises par les autorités italiennes compétentes pour permettre au requérant de se défendre effectivement en personne et/ou avec l'assistance d'un avocat correspondent aux exigences de la Convention et notamment de son article 6, paragraphe 3(c).

Etant donné la complexité de ces questions, la Commission est d'avis que leur examen relève de celui du fond de l'affaire et, partant, que la requête ne saurait être déclarée manifestement mal fondée, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention. La Commission constate d'autre part que la requête ne se heurte à aucun autre motif d'irrecevabilité.

Par ces motifs, la Commission,

DÉCLARE LA REQUÊTE RECEVABLE, tous moyens de fond réservés.

(TRANSLATION)

THE FACTS

The facts of the case, as set out by the applicant, may be summarised as follows.

Francesco Goddi, an Italian national, was born at Orune (Italy) on 5 August 1951. In the proceedings before the Commission he is represented by Mr Marcantonio Bezicheri, barrister at the Bologna Bar.

The applicant was charged with the following offences :

- i. threatening use of a firearm (Art. 612 of the Italian Criminal Code) and unlawful possession and carrying of firearms and ammunition (Art. 697 of the CC), in that he did on 2 May 1975 threaten S.M. with a firearm following a dispute concerning the management of a herd of livestock ;
- ii. jointly with M.F., unlawful possession and carrying of military weapons, damage to property (Art. 635 of the CC) and causing an explosion likely to endanger life or property (Art. 703 of the CC), in that he did on 17 May 1975 cause two grenades from the army to explode in front of the house of S.M.

On 6 June 1975 the District Court of Forlì sentenced the applicant, at first instance, to 18 month' imprisonment ("reclusione") and a fine of 300 000 lire on the counts relating to the events of 2 May 1975 and acquitted him for lack of evidence on the counts relating to the events of 17 May 1975.

An appeal against this decision was lodged by the Public Prosecutor, the Senior Public Prosecutor and both the accused.

The Senior Public Prosecutor submitted that the decision was wrong in so far as it applied to the facts of the case the principle of a continuing

offence in respect of the charges against the accused since the offences arising from the facts were different in kind : the first two were serious offences ("delitti") whereas the third was a minor offence ("contravvenzione").

The Public Prosecutor appealed against the acquittal for lack of evidence concerning the events of 17 May.

The applicant pleaded extenuating circumstances.

The first hearing before the Bologna Court of Appeal was set for 30 November 1976. The lawyer who had until then undertaken the applicant's defence and drawn up the grounds of appeal, Mr Monteleone, did not appear at the hearing. The Court of Appeal therefore assigned a lawyer, Mr G. Maio, to the applicant. The hearing of the case was subsequently adjourned to 9 July 1977.

At the second hearing the applicant appointed Mr Bezicheri as his defence counsel. However, it was not possible to deal with the case during this hearing as the applicant's co-accused, M.F. had not had the summons to appear served on him.

A new hearing was set for 3 December following. On that occasion, however, the trial took place in the absence of the accused and of his lawyer, Mr Bezicheri.

The applicant had in fact been arrested on 29 October 1977 and held in custody at Orvieto in connection with other matters, but the court did not know this. It appears from the documents in the file, however, that on 23 September 1977 the Senior Public Prosecutor at the Bologna Court of Appeal had asked the Orvieto Public Prosecutor to notify the accused of the date of the hearing and make any necessary arrangements for transferring him to Bologna. The applicant also claims that he himself told the appropriate prison authorities about the trial and informed them of the date of the hearing but that no arrangements were made to enable him to appear in court. The hearing took place in the absence of the accused, who was declared unlawfully absent under Article 498 of the Code of Criminal Procedure.

For his part, the lawyer appointed by the applicant at the second hearing in the trial, Mr Bezicheri, did not receive notification of the summons to appear and accordingly did not appear either. The summons has in fact been sent to the lawyer earlier chosen by the applicant as his defence counsel, Mr Monteleone.

At the hearing the court then and there assigned a lawyer to defend the applicant. In his submissions this lawyer simply referred to the grounds of appeal.

The Bologna Court of Appeal sentenced the applicant to four years' imprisonment ("reclusione") and a fine of 500 000 lire for all the serious

offences and to three months' imprisonment ("arresto") and a fine of 30 000 lire for the minor offences. It also held that the extenuating circumstances were offset by the aggravating circumstances.

The applicant applied to the Court of Cassation for review of this decision. He argued that the decision should be quashed on three grounds :

- i. that the defence lawyer had not been notified of the date of the hearing, a circumstance which, by the terms of Articles 410 and 134 taken together of the Italian Code of Criminal Procedure, should have rendered the trial null and void ;
- ii. that the Court of Appeal's decision that the applicant was unlawfully absent was wrong in law, since he was in custody and had been unable to appear before the Court ; and
- iii. that the court failed to give reasons for its decision.

The Court of Cassation dismissed the application for review in its decision of 8 November 1979, which was lodged with the registry of the court on 20 February 1980.

The Court of Cassation held that the notice of the date of the hearing served on the first lawyer appointed by the applicant was to be regarded as sufficient from the point of view of Article 410 of the Code of Criminal Procedure. In its judgment, the fact that an accused appointed another lawyer to represent him did not in itself imply withdrawal of the instructions given to the original one. In the absence of any express declaration to that effect by the applicant, the Court of Appeal could validly hold that the notice served on the first defence lawyer satisfied the requirements of Article 410 of the Code of Criminal Procedure.

As to whether the finding that the applicant was unlawfully absent was wrong in law, the Court of Cassation noted that the impediment pleaded by the applicant and which he claimed made the Court of Appeal's decision to declare him unlawfully absent wrong in law, was not known to the judges. Accordingly they could not be impugned for having concluded that the applicant was unlawfully absent.

The first ground of appeal was rejected as manifestly ill founded.

COMPLAINTS

The applicant complains that his case was not given a fair hearing because it had not been possible for him to be assisted by a defence lawyer of his own choosing and because he was wrongly declared unlawfully absent.

He alleges a breach of Article 6(1) and 3(c) of the Convention.

.....

THE LAW

The applicant complains of having been denied the right to defend himself against a criminal charge before the Bologna Court of Appeal in that neither he himself nor his chosen lawyer were present at the hearing on 3 December 1977 at which he was sentenced in absentia to terms of imprisonment and fines. He explains that he himself was in prison at Orvieto and that the summons was not served on his lawyer.

The Government replies that the summons had been duly served on a lawyer previously appointed by the applicant and whose instructions remained in force. It also points out that a lawyer was assigned by the court at the hearing itself to put the applicant's case.

The Commission has examined the present application in the light of Article 6(3)(c) of the Convention, which provides :

"Everyone charged with a criminal offence has the following minimum rights :

(.....)

c. to defend himself in person or through legal assistance of his own choosing or, if he has not sufficient means to pay for legal assistance, to be given it free when the interests of justice so require :

(....."

The Commission considers that this application raises complex questions of fact and law. In particular it has to be determined whether the applicant, when he was in custody at Orvieto, could in fact have managed to appear in court in Bologna and also whether he was properly defended at the hearing on 3 December 1977 by the lawyer assigned by the court that same day. Furthermore, it should be determined whether, as a whole, the measures taken by the competent Italian authorities to enable the applicant to defend himself effectively in person and/or with the assistance of a lawyer satisfy the requirements of the Convention and, in particular, of Article 6(3)(c).

Given the complexity of these matters, the Commission is of the opinion that they necessitate an examination of the merits of the case and that accordingly the application cannot be declared manifestly ill-founded within the meaning of Article 27(2) of the Convention. The Commission also finds that the application is not inadmissible on any other ground.

For these reasons, the Commission

DECLARES THE APPLICATION ADMISSIBLE without prejudging the merits.